MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE

EBE HGO 2

SESSION 2016

CAPES
CONCOURS EXTERNE
ET CAFEP

Section : HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

Durée : 5 heures

L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.

Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il (elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence.

De même, si cela vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement.

NB : La copie que vous rendrez ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail qui vous est demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, vous devrez impérativement vous abstenir de signer ou de l'identifier.

A

Tournez la page S.V.P.

GÉOGRAPHIE

ENTRE CRISES ET MUTATIONS, UN SYSTEME AGRICOLE FRANÇAIS EN RECOMPOSITION

1/ Analyse critique des documents (notée sur 10 points)

2/ Exploitation adaptée (notée sur 10 points)

Rédigez un écrit de synthèse, résultant de l' « analyse critique des documents » et visant à la transmission d'un savoir raisonné pour la classe, en mettant en évidence les connaissances et les notions que vous jugerez utiles à un enseignement de géographie du niveau choisi.

Réalisez une production graphique mettant en évidence l'interaction des éléments avancés.

Fond de carte joint (deux exemplaires dont un à titre de brouillon si nécessaire). Un seul fond de carte doit être rendu.

Documents :

1) **Place de l'agriculture française dans le monde et en Europe**. FAO, 2013, et Eurostat, *Statistiques agricoles, forestières et piscicoles 2014*, 2015
2) **Les revenus agricoles en 2013.** Agreste, RGA, et *Le Figaro*, 21/12/2013
3) **Le pastoralisme dans les Alpes du Sud.** Laurent Garde, Marc Dimanche et Jacques Lasseur, « Permanence et mutations de l'élevage pastoral dans les Alpes du Sud », *Revue de Géographie Alpine*, n°102-2, 2014, mis en ligne le 04 août 2014, consulté le 21 septembre 2015
4) **Les exploitations agricoles françaises métropolitaines et leurs évolutions.** SCEES et Agreste, Recensements Agricoles (1955, 1970, 1979, 1988, 2000, 2010), Enquêtes sur la structure des exploitations
5) **La crise de la filière porcine.** Marc Vignaud, « Pourquoi la filière porcine française n'y arrive plus », *Le Point*, publié le 17/08/2015 à 18:58, modifié le 18/08/2015 à 18:09, www.lepoint.fr
6) **Vers d'autres modes de production et de vente.** Agence BIO/AC et Jean-Claude Raynal et Lala Razafimahefa, « Prospective territoriale dans le cadre de projets sociaux et solidaires : analyse de l'émergence des AMAP au sein des bassins de vie ruraux en France », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, n°22, 2014, p. 21-39

Annexe : Enseignement d'histoire-géographie des séries économique et sociale et littéraire, Bulletin officiel spécial n°9 du 30/09/2010, modifié par le Bulletin officiel n°46 du 13/12/2012

Document 1 : Place de l'agriculture française dans le monde et en Europe

Importations et exportations agroalimentaires en valeur

Principaux pays importateurs	1990	2000	2010	2011
	milliard de dollars courants			
Chine	17,9	25,7	99,0	128,3
États-Unis	28,0	46,8	89,3	107,1
Japon	29,5	37,6	53,8	68,5
Fédération de Russie	...	7,3	31,8	37,2
Canada	7,2	11,6	27,2	31,0
Mexique	4,7	9,8	20,3	26,0
Corée du sud	6,7	8,6	18,8	23,1
UE à 28(1)	**121,1**	**187,3**	**441,7**	**523,8**
dont Allemagne	38,8	35,2	77,0	95,0
Royaume-Uni	23,4	26,4	53,1	59,8
Pays-Bas	18,5	16,5	47,5	57,8
France	**23,2**	**23,7**	**48,7**	**55,6**
Italie	24,4	22,2	42,6	49,9
Monde	**301,9**	**433,2**	**1 104,0**	**1 350,7**

Principaux pays exportateurs	1990	2000	2010	2011
	milliard de dollars courants			
États-Unis	46,0	58,9	118,8	139,9
Brésil	8,9	12,9	62,1	79,6
Chine	14,2	18,0	43,5	52,3
Canada	9,4	16,0	34,7	41,0
Argentine	7,1	11,0	32,8	43,2
Indonésie	2,9	5,0	30,7	41,9
Australie	10,9	14,7	26,6	32,7
Malaisie	4,4	5,8	25,9	35,7
UE à 28(1)	**129,3**	**189,2**	**443,4**	**522,4**
dont Pays-Bas	31,5	28,1	77,3	89,3
Allemagne	20,4	24,9	66,7	80,3
France	**33,9**	**34,3**	**61,7**	**74,0**
Belgique(2)	11,9	17,2	36,7	42,9
Italie	11,1	15,6	36,0	41,0

(1) Somme des échanges des pays de l'Union européenne (y compris commerce intra UE).
(2) Y compris Luxembourg en 1980 et 1990.
Source : FAO - Nomenclature CTCI Rév.4. Les nomenclatures de la FAO et d'Eurostat (nomenclature NC) ne sont pas identiques, le champ des produits délimitant le secteur agroalimentaire ne coïncide pas totalement dans les deux sources, introduisant un biais.

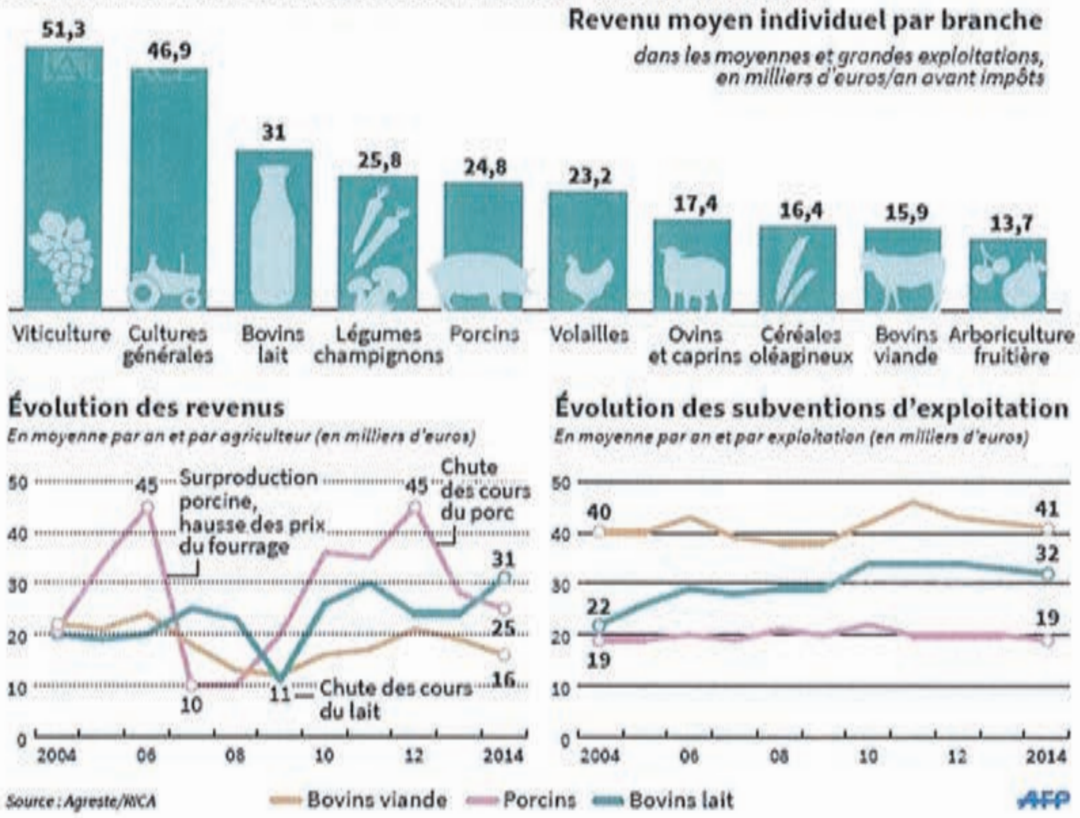
Part et rang de l'agriculture française dans l'Union européenne en 2013

Production	Rang	Part (en %)
Vin	1er	54,0
Céréales	1er	22,0
Sucre	1er	30,9
Cheptel bovin	1er	18,4
Volaille	1er	13,2
Ovins	2e	19,3
Lait de vache	2e	16,2
Porcins	3e	8,9
Pommes	3e	17,4
Raisins de table	3e	17,0

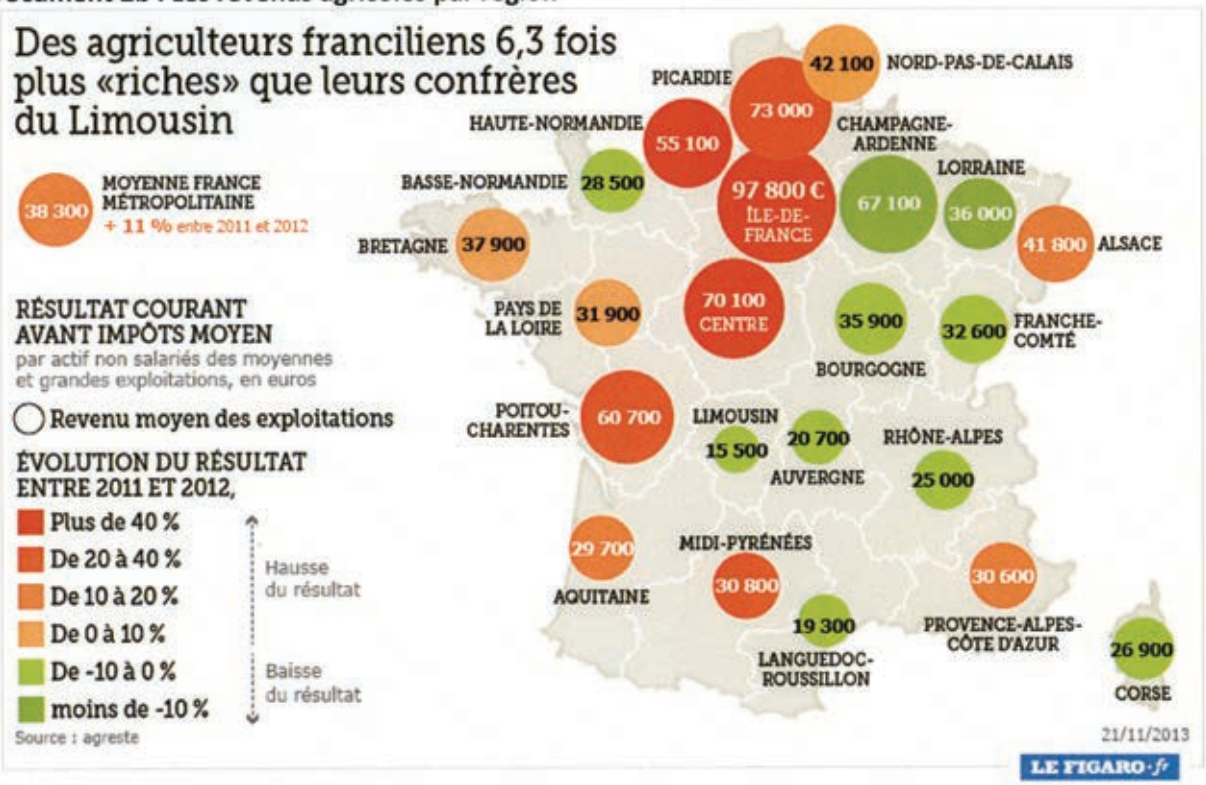
Source : Eurostat, *Statistiques agricoles, forestières et piscicoles 2014*, 2015.

Document 2 : Les revenus agricoles en 2013

Document 2a : Les revenus agricoles annuels par type de production



Document 2b : Les revenus agricoles par région



Source : *Le Figaro*, 21/12/2013.

Document 3 : Le pastoralisme dans les Alpes du Sud

Face aux crises économiques et aux transformations sociales, le déploiement des troupeaux sur l'espace pastoral et la mobilité des hommes et des animaux ont toujours été des facteurs de résistance et d'adaptation de l'élevage pastoral. [...] Si les troupeaux sont toujours là, le nombre des hommes qui en vivent s'est considérablement réduit. Producteurs de viande, ils sont devenus tout autant producteurs de paysages. S'ils tirent fierté d'être doublement reconnus à ce titre dans le cadre du « contrat social » que représente la Politique agricole commune (PAC), cette reconnaissance est porteuse d'ambiguïtés. Les éleveurs se sentent aujourd'hui marginalisés dans une société qui est façonnée par d'autres valeurs, qui a souvent une vision passéiste de leur métier et qui procède volontiers par injonctions souvent contradictoires. [...]

Un certain nombre de mutations se font jour depuis dix à vingt ans dans l'environnement de l'activité pastorale. Le métier d'éleveur est d'abord celui d'un producteur de viande, de lait et de fromage. [...] La valorisation du produit repose sur deux piliers. D'une part, il est nécessaire de consolider les outils structurants à l'échelle des filières (abattoirs, coopératives, groupements de producteurs, labellisation...). D'autre part, les éleveurs s'organisent pour explorer toutes les formes émergentes de circuits courts (vente directe, paniers de producteurs, circuits internet, magasins de producteurs, découpe et transformation individuelle ou collective...). Dans tous les cas, il s'agit d'une part d'accroitre la valeur ajoutée des produits, d'autre part de renforcer les liens professionnels et sociaux. [...] L'installation de nouvelles exploitations et la reprise de celles existantes est un facteur clé de l'avenir de l'élevage dans les Alpes du Sud comme ailleurs. Les nouvelles installations ont souvent du mal à stabiliser et sécuriser leur accès aux ressources fourragères comme aux circuits de commercialisation. L'aide des collectivités locales est souvent précieuse, mais ne met pas toujours les nouveaux installés à l'abri d'une certaine précarité. [...] Enfin les évolutions de la PAC conditionneront fortement les grandes orientations d'élevage. Si certains signaux sont encourageants, comme la volonté de soutenir l'élevage de montagne, des inquiétudes persistent, concernant notamment la difficulté de faire prendre en compte les parcours embroussaillés et boisés comme surfaces primables, ou encore le futur accès aux aides des groupements collectifs. Les arbitrages attendus interrogent à nouveau la place reconnue à l'activité agro-pastorale sur ces espaces. [...]

C'est dans son positionnement économique, social et environnemental face aux attentes de la société que l'élevage pastoral peut explorer les voies de son avenir. De larges secteurs de la société expriment leur désir d'une alimentation saine, de proximité, à faible bilan carbone, à caractère fermier, paysan, ou biologique. [...] L'élevage pastoral dans les Alpes du Sud comme dans d'autres massifs montagneux s'inscrit pleinement dans ces demandes contemporaines de la société de produits locaux, plus naturels, vecteurs d'identité et de caractère, ancrés à un terroir et porteur d'une image forte. Mais d'autres acteurs de la société, parfois les mêmes d'ailleurs, expriment avec force d'autres revendications qui révèlent d'autres valeurs et un autre projet pour l'avenir du massif. Leur demande porte sur une nature sauvage qui est largement promue par de nombreux médias et associations écologistes. [...]

L'élevage extensif et pastoral est pris en tenaille entre ces deux grandes aspirations sociétales fortement vécues comme contradictoires à terme par l'ensemble des acteurs de l'élevage. La priorité de l'élevage pastoral est d'abord d'assurer son équilibre économique, entre maîtrise des coûts de production, valorisation des produits et négociation des aides publiques reconnaissant son rôle environnemental. Mais son activité de production ne peut se maintenir que dans un environnement favorable en termes d'infrastructures, de disponibilité de parcours à grande échelle, et d'environnement social. [...]

Laurent Garde, Marc Dimanche et Jacques Lasseur, « Permanence et mutations de l'élevage pastoral dans les Alpes du Sud », *Revue de Géographie Alpine*, n°102-2, 2014, mis en ligne le 04 août 2014, consulté le 21 septembre 2015

Document 4 : Les exploitations agricoles françaises métropolitaines et leurs évolutions

	1955	1970	1979	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations (en milliers)	2 286	1 587	1 262	1 017	663,8	489,9
Exploitations individuelles (en % du total)	96,2	93	89,6	93	81	69
EARL (en % du total)	0,06	3,5	5,0	0,2	8,4	16
GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun, en % du total)	0,6	2,4	3,3	4	6,2	8
Autres statuts (en % du total)	3,2	1,1	2,1	3	4,4	7
Part des petites exploitations[1] (%)	81	69	60,7	46,9	41,8	36,3
Part des moyennes exploitations (%)	16	23	27,5	38,6	32,8	30,8
Part des grandes exploitations (%)	3	8	11,8	14,5	25,4	32,9
SAU totale (en milliers d'ha)	**32 168**	**29 904**	**29 496**	**28 595**	**27 856**	**26 963**
Taille moyenne des exploitations (en ha)	14,1	18,8	23,4	28,4	43	56
SAU des petites exploitations (% de la SAU totale)	80	68	60	15,2	8,3	6,9
SAU des moyennes exploitations (% de la SAU totale)	18	25	27	50,2	36,8	29,6
Part des grandes exploitations (% de la SAU totale)	2	7	13	34,6	54,9	63,5
Actifs agricoles (millions)	**6,3**	**2,7**	**1,8**	**1**	**0,66**	**0,5**
Part dans la population active (%)	27	14	8	6	4,5	3,5
Part des exploitants de moins de 40 ans (%)	17,6	16,6	24,2	26,2	23,2	18
Part des exploitants de plus de 60 ans (%)	30,7	22,8	25,9	20,4	18,9	21

1 : Une exploitation agricole est de dimension économique moyenne ou grande, à partir d'un certain seuil de sa production brute standard, indicateur qui mesure son potentiel de production. Les petites exploitations contiennent en moyenne moins de 20 ha et les grandes plus de 50 ha.

Source : SCEES et Agreste, Recensements Agricoles (1955, 1970, 1979, 1988, 2000, 2010), Enquêtes sur la structure des exploitations

Document 5 : La crise de la filière porcine

Avec une facture de 1,404 euro par kilo de porc (le prix négocié mi-juin pour soutenir les producteurs), les industriels se plaignent de ne pas être compétitifs face à leurs concurrents européens, d'autant qu'ils subissent aussi la pression de la grande distribution pour baisser leur prix de revente. Selon la Cooperl*, le kilo de porc produit aux Pays-Bas coûte 38 centimes de moins et 28 centimes de moins en Allemagne.

Une industrie de l'abattage morcelée

Si l'embargo russe sur la viande de porc n'a rien arrangé, les difficultés des industriels ne sont pas nouvelles. En 2012, un rapport commandé par le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, décrivait une filière porcine entrée en « léthargie », avec une érosion de la production française alors que celle des principaux concurrents européens (l'Allemagne, l'Espagne, mais aussi l'Italie et le Danemark) augmentait.

L'étude pointait notamment du doigt le morcellement de l'industrie de l'abattage-découpage par rapport à l'Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas où les « principaux abatteurs sont quatre fois plus importants que les premiers abatteurs français ». « Le marché français est caractérisé par l'absence d'un véritable leader qui, comme dans les autres secteurs de l'agroalimentaire, serait à même d'entraîner la production et la transformation en se posant en interlocuteur incontournable des cinq grands distributeurs. » [...]

Un sous-investissement des éleveurs

Du côté des éleveurs, la compétitivité ne semble pas si dégradée, au moins sur le papier. Leur prix de revient par tête, autour de 1,53 euro le kilo, est inférieur à celui de l'Allemagne (1,66 euro), selon les chiffres du ministre de l'Agriculture. Mais cette apparente bonne tenue cache un sous-investissement qui a lentement dégradé leur productivité (nombre de porcelets sevrés pour chaque truie élevée). « En 2009, un éleveur français produi[sait] 100 kilos de carcasse de porc par heure, alors qu'un éleveur néerlandais en produi[sait] 140, et un éleveur danois 134 », notait déjà le rapport de 2012.

En France, les contraintes environnementales et réglementaires, de plus en plus exigeantes, n'ont pas entraîné la concentration des élevages comme en Europe du Nord. Il faut dire que l'opinion publique française est très réticente à l'augmentation de la taille des exploitations. « Depuis quelques décennies, les élevages de porcs symbolisent pour le grand public les inconvénients liés aux productions animales, avec en premier lieu les nuisances olfactives, puis en second lieu la pollution de l'eau par les nitrates. Ils sont ainsi stigmatisés par les futurs voisins et tous ceux qui dénoncent les élevages hors-sol de grand effectif, qualifiés d'*industriels* », soulignent les auteurs du rapport pour le ministère de l'Agriculture. [...]

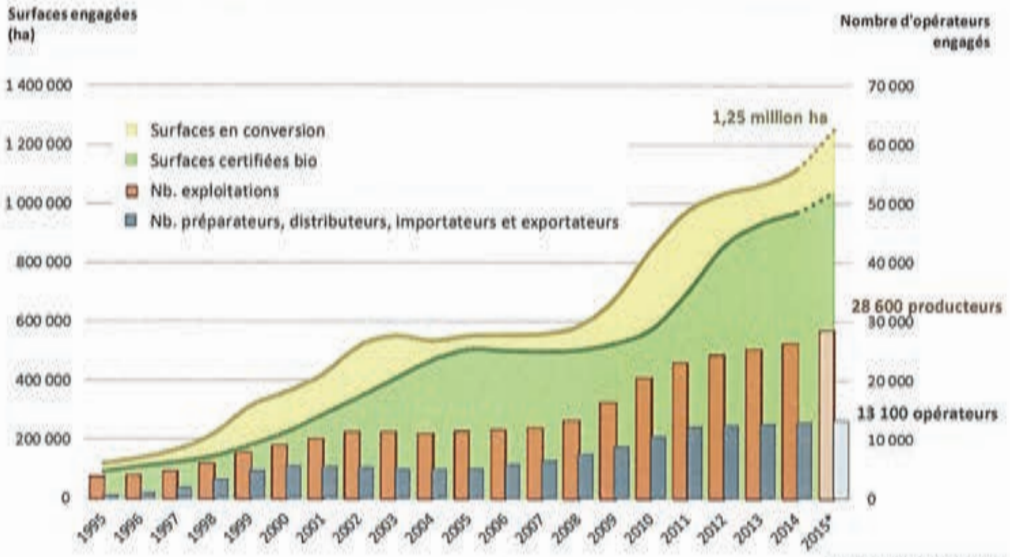
Marc Vignaud, « Pourquoi la filière porcine française n'y arrive plus », *Le Point*, publié le 17/08/2015 à 18:58 - Modifié le 18/08/2015 à 18:09, www.lepoint.fr

* Cooperl : groupe coopératif agricole de production porcine leader sur le Grand Ouest.

Document 6 : Vers d'autres modes de production et de vente

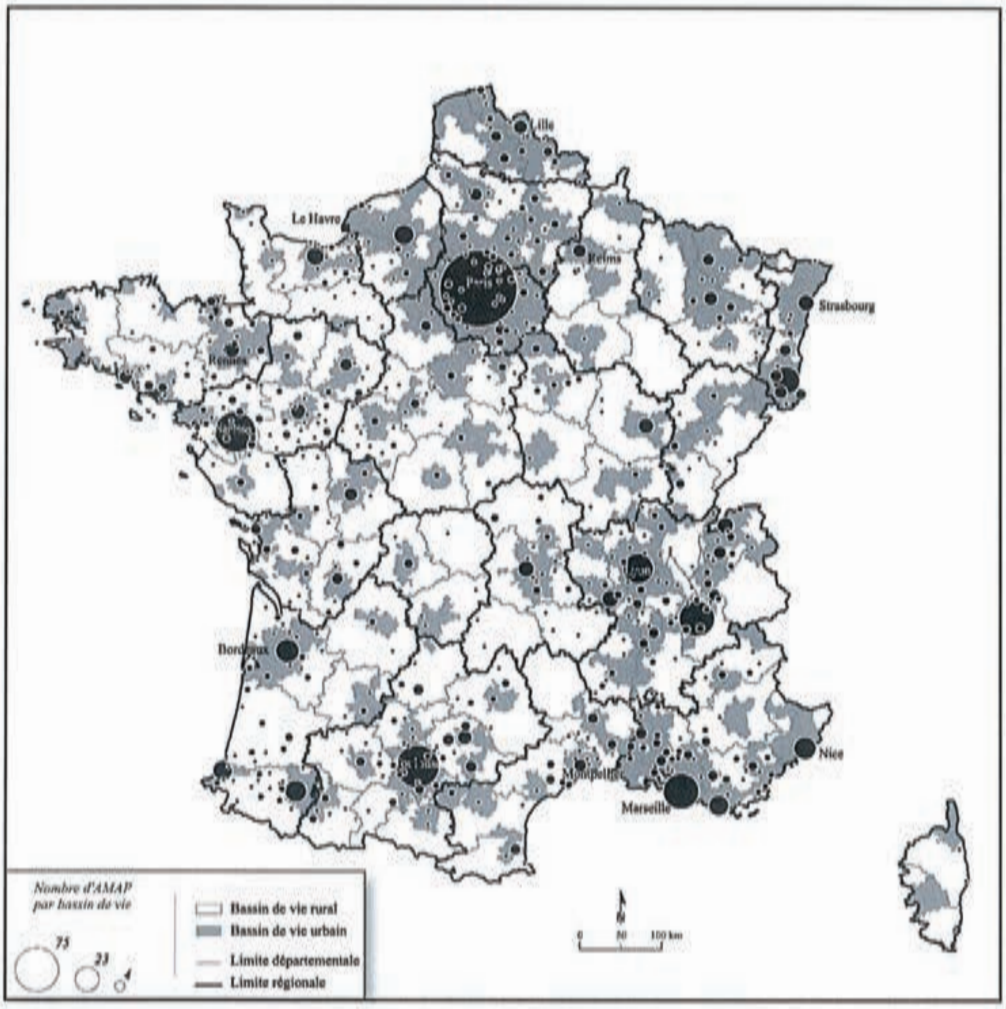
Document 6a

Évolution depuis 1995 du nombre de producteurs et des surfaces engagés en bio



Source : Agence BIO/OC

Document 6b : Répartition spatiale des AMAP* par type de bassin de vie en France métropolitaine



Source : Jean-Claude Raynal et Lala Razafimahefa, « Prospective territoriale dans le cadre de projets sociaux et solidaires : analyse de l'émergence des AMAP au sein des bassins de vie ruraux en France », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, n°22, 2014, p. 21-39

*AMAP : « Association pour le maintien d'une agriculture paysanne ».

Annexe : Enseignement d'histoire-géographie des séries économique et sociale et littéraire (voie générale), classe de première.

Géographie - France et Europe : dynamiques des territoires dans la mondialisation

Thème 2 - Aménager et développer le territoire français (24-26 heures)

Questions	Mise en œuvre
Valoriser et ménager les milieux	- La gestion durable d'un milieu (étude de cas) - Potentialités et contraintes du territoire français (ultramarin compris)
La France en villes	- Mouvements de population, urbanisation, métropolisation - Aménager les villes : réduire les fractures sociales et spatiales - Entre attractivité urbaine et nouvelles formes de développement : les espaces ruraux
Les dynamiques des espaces productifs dans la mondialisation	- Un territoire de l'innovation (étude de cas) - Dynamiques de localisation des activités et mondialisation
Mobilités, flux et réseaux de communication dans la mondialisation	- Roissy : plate-forme multimodale et hub mondial (étude de cas) - La connexion inégale du territoire français à l'Europe et au monde par les réseaux de transport et le numérique

Source : *Bulletin officiel spécial* n°9 du 30/09/2010, modifié par le *Bulletin officiel* n°46 du 13/12/2012.

Modèle ENSD ©NEOPTEC

Nom :
(Suivi, s'il y a lieu, du nom d'épouse)

Prénom :

N° d'inscription :

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)

Né(e) le : / /

Concours	Section/Option	Epreuve	Matière

EBE HGO 2

FOND DE CARTE
(en 2 exemplaires)